

MAIRIE DE DRAGUIGNAN



DÉPARTEMENT

DU VAR

ARRÊTÉ DE POLICE N°A-2020- 1587

Richard STRAMBIO, maire de la ville de DRAGUIGNAN,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122.28, L 2212.1 à L 2213.6 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code de la route ;

Vu l'arrêté municipal du 08 janvier 1963 portant réglementation de la circulation et du stationnement modifiés ;

Vu l'arrêté municipal n°A-2014-1845 du 18 novembre 2014 portant sur les limites d'agglomération ;

Vu l'arrêté municipal n°A-2017-2139 du 25 octobre 2017 portant réglementation du stationnement sur une partie du territoire de Draguignan;

Considérant qu'il y a lieu de modifier la limite d'agglomération afin de tenir compte de la révision du Règlement Local de Publicité inclus dans le Plan Local d'Urbanisme de la Ville;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'alinéa 7 de l'arrêté municipal n°1845 du 18 novembre 2014 portant sur les limites d'agglomération est rapporté.

ARTICLE 2 : La limite d'agglomération sur la route départementale 1555 est fixée à la limite de commune avec Trans-en-Provence (PR 0+000) et est matérialisée par le positionnement d'un signal de localisation EB10 (panneaux d'entrée d'agglomération).

Sur toutes les voies ouvertes à la circulation publique, situées à l'intérieur de l'espace ci-dessus mentionné, la circulation, l'arrêt et le stationnement des usagers de la route sont soumis aux prescriptions prévues à l'intérieur des agglomérations, sous réserve de dispositions différentes prises par les autorités compétentes.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par les services techniques de la Ville.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation susvisée.

ARTICLE 5 : M. le Directeur général des services ;
M. le Directeur des services techniques ;
M. le Chef de la police municipale ;
M. le Commissaire principal de police ;
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision, et rappelle conformément aux termes de l'article R.421-1 du Code de justice administrative qu'il peut être contesté devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'organisme "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



DRAGUIGNAN, le 24.09.20

Le Maire,

Richard STRAMBIO